

InVivo franchit le Rubicon

Comme un ballon test, c'est au cœur de l'été, en pleine moisson, juste avant les JO et via une communication par voie de presse exclusive, que l'union de coopératives InVivo a choisi de dévoiler son offre de services pour gérer des fermes de A à Z, avec des régisseurs. L'ambition serait de couvrir en France une dizaine de régions. Il s'agit d'un tournant sur le marché de la délégation de services, là où n'opéraient que des sociétés spécialisées et quelques rares coopératives à l'échelon local. Et parfois sans le claironner et sans aller forcément aussi loin (lire notre enquête en page 16).

C'est aussi et surtout un coup de tonnerre, sans doute historique, car l'initiative vient du monde coopératif, en l'occurrence d'une union de coops qui pèse 12,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires. La proposition n'a pas fini d'être commentée et va faire date, car les coopératives se sont toujours présentées comme un rempart pour préserver le modèle français d'exploitation familiale. Avec elle, ce sont les orientations remontant aux années 1960 et défendues par des générations de syndicalistes qui sont chahutées... Les débats ont sans doute été vifs au sein du conseil d'administration où siègent des présidents de coopératives normalement proches de la FNSEA, syndicat qui se déclare hostile à cette offre. Mais la

logique consistant à répondre à la demande et à préserver les intérêts de la structure et de ses outils l'a visiblement emporté.

L'union de coopératives InVivo lance un service pour gérer des fermes de A à Z.

Pour le sociologue François Purseigle, qui observe depuis de nombreuses années l'évolution du monde agricole (lire son interview en page 17), cela confirme ce qu'il diagnostique depuis longtemps, à savoir la fragilisation en

cours des exploitations agricoles familiales, grandes cultures comprises, et pas seulement les plus petites. Et pour lui, cette offre, qui n'est pas une surprise, est symptomatique. Il est vrai aussi que les exploitations deviennent de plus en plus lourdes à reprendre et qu'entre le poids de la tradition familiale, le souci de perpétuer, l'envie de pratiquer ce métier et l'engagement financier que cela représente sur toute une carrière pour une rentabilité aléatoire, de plus en plus de jeunes y regardent à deux fois. Cette offre risque d'attirer dans ses filets ceux pour qui la transmission tourne au casse-tête et qui veulent en même temps garder la main sur leur patrimoine. Surtout, elle se positionne à un moment où se pose la question prégnante du départ à la retraite d'un immense bataillon de chefs d'exploitation dans les cinq ans qui viennent. Et c'est vertigineux, puisque ce sont des millions d'hectares qui seraient concernés...

Ce nouveau service soulève à ce stade toute une foule de questions, d'autant que pour l'instant il est encore peu détaillé : *quid* de sa mise en place concrète, *quid* du statut du fermage, quelle articulation avec la notion d'agriculteur actif, quel accueil du monde politique ?, etc.

En tout cas, oui, il s'est bien passé un événement marquant pour l'évolution de l'agriculture au cœur de l'été 2024...



Philippe Pavard,
directeur de la rédaction